Marsactu

Face à sa première grève métropolitaine, Jean-Claude Gaudin joue la montre

Le conseil métropolitain se réunira ce jeudi dans un contexte de grève à l'appel de la CGT. Un mouvement élargi à tout le territoire de la métropole après dix jours de grève de la collecte des déchets dans le centre de Marseille. Face à des agents inquiets sur les conditions de l'harmonisation de leurs anciens statuts, l'administration demande du temps.

Par Julien Vinzent, le 30 mars 2017
Lien : https://marsactu.fr/face-a-sa-premiere-greve-metropolitaine-jean-claude-gaudin-joue-la-montre/

Pour une première séance inaugurale dans l'hémicycle du Pharo, les élus métropolitains seront accueillis par des grévistes de la CGT, qui a choisi ce jour de séance pour le démarrage de son préavis global et reconductible. Global, c'est-à-dire étendu à tous les services et agents des six anciennes intercommunalités, fusionnées dans la métropole depuis janvier 2016. Une première dans l'histoire de la jeune institution.

Depuis 10 jours, c'est le volet « collecte des déchets » et ses conséquences visibles sur le grand centre-ville de Marseille qui focalisent l'attention. Et la réponse du président de la métropole Jean-Claude Gaudin concerne également ce volet déchets ménagers : *« C'est un mouvement très minoritaire. Une quinzaine d'agents a pris en otage l'outil de travail en bloquant la collecte dans six arrondissements. Nous serons amenés à discuter dans les instances paritaires où tous les syndicats sont représentés mais pas avant que la grève soit levée »*, a-t-il déclaré mercredi, lors du déjeuner de préparation de la séance du conseil métropolitain.

Mais si le conflit est parti de chauffeurs et ripeurs du garage de la Cabucelle (lire notre article), il s'inscrit bien dans des problématiques métropolitaines. Un enjeu qui semble surtout électoral pour Jean-Claude Gaudin : *« Il y a un fond de rivalité entre les syndicats et nous sommes pris au milieu, ils préparent les prochaines élections [professionnelles]. »* Au diapason, le président du conseil de territoire Marseille Provence (ex-MPM) Guy Teissier parlait la veille d'une *« opération politique »*, dans la foulée du premier vote des 7 500 agents métropolitains, en décembre 2016, et en prévision du prochain, en 2018. *« La CGT, qui est minoritaire, essaie de conquérir de nouvelles parts de marché face à Force ouvrière qui n'a plus la majorité absolue. »*

Harmonie et couacs

Gaudin et Teissier ne cachent toutefois pas le point autour duquel gravite cette grève : l'harmonisation des statuts

à partir des six anciennes intercommunalités. « *Par exemple à Marseille, ils ont les tickets resto et pas à Martigues* », a illustré Jean-Claude Gaudin. Mais près de quatre mois après les élections professionnelles, elles-mêmes organisées un an après la naissance de l'institution, le président et son administration demandent encore du temps.

De quoi alimenter les craintes des agents. « *La grève part du mouvement des agents [de la Cabucelle] mais aussi du manque d'information sur la future organisation de la métropole. Ils ont peur de ce qui va se passer dans le cadre de l'harmonisation, chacun a un bout d'information via ses élus du conseil de territoire mais qui sont parfois contradictoires* », justifiait la semaine dernière Dominique Maccari, membre du bureau de la CGT métropole.

Mardi 21 mars, la première réunion du comité technique, l'une des « *instances paritaires où tous les syndicats sont représentés* » évoquées par Jean-Claude Gaudin, n'a pas balayé ces doutes. « *On nous a expliqué que les harmonisations se feraient dans le cadre strict de la loi et des contraintes budgétaires de la métropole* », rapporte la syndicaliste. Jean-cLAude Gaudin ne dément pas cet impératif financier. Ce que la CGT traduit en « *harmonisation par le bas* ».

Réorganisation reportée

L'ordre du jour officiel de ce comité technique n'a pas davantage permis de poser des jalons. « *On nous a proposé un document de 70 pages sur la future organisation, une semaine avant* », raconte Dominique Maccari. « *En huit jours, on n'avait pas le temps de négocier* », abonde Roger Aymard, secrétaire général de la FSU territoriale, deuxième syndicat derrière Force ouvrière qui n'a pas déposé de préavis mais « *soutient le mouvement* ». Face aux protestations, ce dossier qui devait être présenté au vote du conseil métropolitain ce jeudi a été retiré, de même que les critères de promotion des agents en commission administrative paritaire (CAP).

Des promotions qui semblent de toutes façons lointaines. « *Il est scandaleux et inadmissible que le personnel soit si peu considéré car certains agents vont subir deux années sans CAP. La prochaine n'est annoncée que pour le mois d'octobre dans le meilleur des cas* », dénonçait l'intersyndicale dans une « *déclaration générale* » ouvrant le comité technique. Pour sa part, Force ouvrière est resté silencieuse sur le comité technique comme sur le conflit. Ses représentants n'ont pas répondu à nos appels.

Ces discussions, Guy Teissier explique y être, de fait, étranger. « *Le président du conseil de territoire que je suis n'a pas reçu le préavis de grève et néanmoins je suis chargé de la propreté. (…) Je n'ai pas la compétence des ressources humaines. Je ne recrute plus, je ne note plus, je n'appartiens plus aux CAP… Mais je continue à recevoir tous les syndicats, pas seulement le majoritaire, c'était ma méthode à MPM.* » Jean-Claude Gaudin la reprendra-t-il ?